

Esther Jeffers est professeure d'économie à l'Université de Picardie Jules Verne (CRIISEA) et membre des Economistes Atterrés.



La crise qui a éclaté en 2007 fut la crise systémique la plus grave depuis la grande dépression. Elle a concerné tous les pays du monde et tous les principaux secteurs d'activité. Globale par ses multiples dimensions, elle s'est déplacée de l'économique au financier, du social à l'écologique, du politique à l'idéologique.

Plus d'une décennie plus tard, comment faut-il comprendre la pandémie du Covid-19 et la crise qu'elle a engendrée ? Se résume-t-elle à un accident de parcours du capitalisme qui, une fois passés le confinement et la paralysie de l'économie, pourrait repartir comme avant pour retrouver la voie de la croissance ? Ou bien s'agit-il de l'imbrication inédite d'une crise sociale et d'une crise écologique qui démontre le caractère systémique et profond de ce que nous vivons aujourd'hui ? La logique du profit sans fin du système en place l'a-t-elle conduit à sacrifier les deux piliers dont il ne peut se passer : les humains et la nature ? Et la répétition des crises est-elle une parenthèse, ou bien puise-t-elle ses racines dans le caractère endémique de la suraccumulation et de la surproduction ?

Un ouvrage rédigé et paru la veille de l'éclatement de la pandémie de Covid-19 apporte des réponses pertinentes à toutes ces questions. Il aurait pu immédiatement devenir obsolète tant nous vivons une situation inédite par tous ses aspects. Or, tel n'est absolument pas le cas. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire avec quelle lucidité *Le Trou noir du Capitalisme* de Jean-Marie Harribey démontre les limites sociales et écologiques du capitalisme et son incapacité à proposer un modèle autre que celui de la dégradation de la planète et de la condition salariale.

L'objectif de l'ouvrage est double : d'abord analyser les causes de cette crise pour mieux comprendre en quoi elle est globale et montrer au moyen d'une argumentation méticuleuse et parfaitement maîtrisée qu'on ne peut en sortir qu'à condition de s'attaquer

à la logique même du système. Ensuite, explorer les voies de sortie pour discuter et rejeter les impasses et avancer celles qui permettraient de sortir du productivisme et de la crise sociale et écologique.

Le livre porte un beau titre et, dès l'introduction, Jean-Marie Harribey explique pourquoi le capitalisme est un trou noir, c'est à dire un système dont la logique est d'étendre indéfiniment la loi marchande à toutes les activités humaines, à toutes les espèces vivantes ainsi qu'à toutes les ressources naturelles, à toutes les connaissances. À l'image des « trous noirs » qui engloutissent toute matière et tout rayonnement lumineux dans leur voisinage, le capitalisme a vocation à tout engloutir, si cela peut rapporter un profit. Ce livre représente le cheminement intellectuel de Jean-Marie Harribey qui discute, approfondit, creuse les nombreuses questions posées et discutées par les économistes mais aussi dans le mouvement social, les syndicats, les organisations et associations citoyennes.

Le cadre théorique est marxien pour analyser la crise globale du système capitaliste globalisé qui ne peut représenter aucunement une voie d'émancipation pour l'humanité. Il se réfère à Polanyi pour les bifurcations et voies de sorties qu'il met en avant et qui sont au nombre de trois : la réhabilitation du travail, l'institution des biens communs et services publics, et la socialisation de la monnaie, notamment pour financer la transition écologique et sociale. Une lecture attentive montre un travail d'analyse très sérieux, l'ouvrage est très bien documenté, fait référence à de nombreux auteurs classiques mais aussi contemporains. Le livre s'adresse aussi bien à des enseignants-chercheurs et des étudiants, qu'à des militants des mouvements sociaux, des syndicalistes, des citoyens altermondialistes ou simplement préoccupés par l'avenir de la planète. Il est très lisible.

Chaque chapitre, y compris l'introduction, commence par une citation d'un auteur ou de plusieurs auteurs connus, dans des lieux et temps autres que ceux que nous vivons aujourd'hui. Et c'est un vrai délice d'accomplir ce saut dans le temps et l'espace, cette sorte de gymnastique intellectuelle qui nous permet de mieux saisir ce que certaines situations ont en commun. Le livre est aussi écrit par un amoureux de la langue, qui la manie avec une certaine virtuosité, dans un style très pédagogique, facile à comprendre, sans rien céder sur le fond quant à la qualité du raisonnement et de l'argumentation.

La crise est systémique et globale

D'emblée, le livre démarre par une analyse du système capitaliste dans lequel nous vivons actuellement. Il retrace l'évolution du régime d'accumulation financière qui s'est imposé dans le monde à partir des années 1980 et les difficultés qu'il rencontre. Deux d'entre elles sont plus particulièrement analysées : d'une part la réalisation de la valeur c'est à dire la nécessité de débouchés toujours croissants pour les marchandises et, d'autre part, les limites de la planète (nature et ressources) qui empêchent une accumulation infinie. Aussi, les contradictions qui éclatent périodiquement sont les différentes manifestations d'une même crise, sans qu'on puisse séparer la dimension écologique de la dimension sociale.

L'auteur avance l'hypothèse que la difficulté du capitalisme à surmonter sa propre crise réside dans son incapacité à proposer un modèle autre que la dégradation de la condition salariale. Mais il insiste aussi pour dire que les conditions sociales et les conditions écologiques interagissent entre elles. Et, à la question : le capitalisme peut-il être écologique, vert et non productiviste ? Jean-Marie Harribey répond clairement que

capitalisme et écologie sont incompatibles car « la dynamique du capitalisme est dirigée par le profit à court terme alors que la temporalité des évolutions naturelles relève du très long terme ».

Il utilise le concept de capitalocène (Malm, 2016) qui, rompant avec toute interprétation naturaliste, lui permet de mettre en relation la crise écologique avec la crise de l'accumulation du capital, resituant les activités humaines à l'origine de la dégradation de la planète au sein mêmes des rapports sociaux dans lesquels elles se déroulent. Les racines de la pandémie du Covid-19 ne sont-elles pas dans l'organisation mondiale d'un système qui dévalorise le travail humain et saccage sans retenue la nature ?

Dénonçant la version édulcorée du développement soutenable ou de croissance verte inclusive, Jean-Marie Harribey rejette l'illusion d'un dépassement de la crise écologique dans le cadre capitaliste tout comme l'idée que l'écologie puisse transcender la question sociale. Il récuse l'idée ancienne que la transformation de la société se résume à la destruction du capitalisme qui, en soi, résoudrait la question écologique mais aussi son inverse, l'idée que l'écologie suffirait pour régler la question sociale.

Suivent dans l'ouvrage des débats d'une très grande actualité : celui de la décroissance, du revenu universel, de la collapsologie, qui tous mériteraient qu'on s'y attarde plus longuement tant l'auteur prend le temps d'examiner sérieusement les arguments mis en avant par certains théoriciens pour défendre ces points de vue et de montrer que souvent, en partant de préoccupations justes et d'une volonté d'offrir des contrepoints à l'idéologie néolibérale, ces propositions sont au mieux illusoire.

La question socio-écologique est aussi l'occasion pour Harribey de reprendre et de développer une question qui lui tient à cœur, qu'il a déjà exposée dans un autre de ses ouvrages *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste* paru en 2013. Il retrace les débats théoriques qui ont entouré la question de la valeur, d'Aristote à Marx, en montrant leurs enjeux.

Il développe sa thèse sur le travail productif dans la sphère monétaire non marchande, tout en précisant que la plupart des marxistes ayant une autorité reconnue l'ont rejetée. La raison qu'il en donne est que « le concept de validation sociale n'est pas suffisamment pris au sérieux, et que cette insuffisance est sans doute liée à la conception de la monnaie ». Le parallèle entre le financement des services non marchands qui serait un prélèvement sur de la valeur pré-existante et la croyance en la nécessité d'une épargne préalable pour financer l'investissement dans une économie capitaliste (monnaie exogène versus monnaie endogène) est-il la raison profonde pour la non reconnaissance de la valeur qui serait créée dans la sphère monétaire non marchande ? Ce travail produit-il de la valeur ou non pour le capital ? Le débat est loin d'être clos.

Pour conclure cette partie, à la critique souvent faite que la théorie de la valeur ne prendrait pas en compte la valeur de la nature, J-M Harribey affirme que la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, parce que la catégorie valeur est d'ordre socio-anthropologique et n'appartient pas à l'ordre naturel, et que ladite valeur de la nature appartient à un autre domaine que l'économie.

Les propositions

Cet ouvrage est aussi une invitation à explorer les directions vers lesquelles il faudrait bifurquer pour quitter la trajectoire actuelle et ce système, d'où son intérêt pour un public plus large que la seule catégorie d'économistes professionnels. Trois pistes, ou bifurcations, sont explorées : La réhabilitation du travail, l'institution des biens communs et services publics et la socialisation de la monnaie.

Le livre part de la situation du travail et de l'emploi et note deux faits marquants : les disparités entre salaires de manière globale et les inégalités salariales entre hommes et femmes. Il constate que les métiers de service à la personne sont occupés à 95 % par les femmes. Depuis, la crise du Covid-19 a fait prendre conscience de la contradiction qui existe entre, d'un côté l'apport essentiel de certains métiers très féminisés, infirmières, aides-soignantes, agentes hospitalières d'entretien, aides à domicile, caissières, pour le bien-être général et, de l'autre, la faiblesse de leur rémunération et de leur reconnaissance sociale et économique. On peut à cet égard regretter que le livre, qui soulève pourtant cette question, ne propose pas davantage de pistes pour combattre cette situation.

L'ouvrage souligne surtout la centralité du travail vivant, défini sur le plan philosophique comme une médiation sociale en partant de la théorie de la valeur-travail, alors que sur le plan psychodynamique, il s'agit selon Dejours (2007) cité par Jean-Marie Harribey « de la construction de l'identité, de l'accomplissement de soi, ainsi que de la santé mentale ». L'aspect central de la question du travail a donné lieu à un débat avec Thomas Coutrot¹ ainsi qu'à une réponse de l'auteur. Reste une interrogation qui n'a pas été soulevée sur le travail domestique : doit-on considérer que, parce que certaines séparations s'estompent, la distinction entre production capitaliste et reproduction hors du champ capitaliste (travail domestique et soins au sein de la famille, etc.) se dilue elle aussi ? Et si la catégorie travail ne s'applique pas à la seule production, cela ne viendrait-il pas légitimer des revendications autour d'un salaire pour rémunérer ce travail domestique ? Question longuement débattue dans les associations féministes et revendication rejetée à juste titre par de nombreuses féministes.

Les pistes explorées pour sortir de la trajectoire actuelle portent ici sur la lutte des travailleurs contre la dépossession de leur identité par le biais des nouvelles méthodes de management qui leur dénie la moindre parcelle d'autonomie et de liberté, qui leur enlève tout droit de regard sur des questions les concernant ou concernant les produits qu'ils fabriquent. Là aussi la crise du Covid-19 a provoqué des discussions sur les conditions qui permettraient le retour des salariés sur leurs lieux de travail dont étaient exclues les personnes concernées alors qu'elles sont les mieux placées pour en discuter. Autre exemple de l'actualité du livre, écrit pourtant avant l'éclatement de la pandémie.

La discussion autour de la deuxième bifurcation commence par une discussion théorique autour de ce que sont les biens communs et retrace leur histoire du point de vue de l'histoire de la pensée économique en insistant sur le cadre institutionnel des communs mais aussi ses failles, notamment les droits d'accès qui restent souvent dépendants des droits de propriété personnels. Harribey, comme Dardot et Laval (2014), récuse toute conception naturaliste et toute conception essentialiste des biens communs.

Pour amorcer l'institution des biens communs comme l'un des moteurs de la transition sociale et écologique², l'auteur avance les propositions suivantes : en premier lieu instituer un périmètre qui comprendrait tous les services répondant à des besoins fondamentaux :

eau, énergie, éducation, santé, logement, et déclarés « faisceaux de droits » afin d'en permettre l'accès à tous les citoyens. Ensuite, la nécessité de définir un cadre collectif pour la gestion, le contrôle et la répartition de ce qui relève du public, du collectif et du commun. Enfin, une planification démocratique et fondée sur la propriété sociale pour mettre une cohérence entre les différents niveaux.

La troisième bifurcation concerne la socialisation de la monnaie. Pour qui connaît l'auteur et a suivi ses travaux notamment cette dernière décennie, la question de la monnaie, sa nature, sa création et son rôle ont occupé une place de plus en plus importante. On pense à l'ouvrage *La Monnaie, un enjeu politique* co-écrit en 2018 avec plusieurs économistes atterrés³, ou aux différents billets qui ont alimenté *La vie au ralenti, journal d'un confiné*⁴ sur le blog Alternatives Économiques où inlassablement la monnaie est présentée comme institution sociale, où la conception de la monnaie endogène est expliquée avec les mécanismes de la création monétaire.

Dans *Le Trou noir du Capitalisme*, les questions monétaires sont abordées sous l'angle de la transition et de son financement. Le rôle des banques centrales est souligné, celui de la BCE suppose sa transformation radicale ainsi que la modification de son statut et des traités qui définissent son indépendance et son action. Il est bien noté que la monnaie et la politique monétaire ne sont pas les seuls leviers de la transition. La fiscalité écologique a un rôle important à jouer, sous certaines conditions, notamment qu'elle soit juste et qu'elle s'inscrive dans un processus de transformation du système productif. La proposition de monnaie fiscale, présentée notamment par Bruno Théret, mais aussi par d'autres économistes, est discutée.

On aura compris, tout au long de cette recension, que le livre *Le Trou noir du Capitalisme* paru à la veille de l'éclatement de la pandémie du Covid-19 n'a pas pris une ride. Il reste d'une très grande actuelle et mérite d'être lu et débattu. Il force l'admiration par la rigueur du travail accompli, la qualité des raisonnements et des démonstrations.

Reste une question qui n'est pas abordée dans le livre : quelles sont les forces politiques et sociales qui porteront ces bifurcations, qui traceront le chemin pour quitter l'impasse que constitue le capitalisme et construire une société plus juste, un cadre de vie équilibré et respectueux de toutes les espèces vivantes ? Comment rassembler les forces et opérer la convergence des différents mouvements et luttes et leur représentation démocratique ? S'il est vrai comme le dit Robert Boyer cité dans le livre que « Le capitalisme est encore jeune, mais pas éternel »⁵, il est encore plus vrai qu'il y a urgence.

Bibliographie

Dardot Pierre et Laval Christian (2014), *Commun, Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte.

Dejours Christophe (2007), « Théorie du travail, théorie des pulsions et théorie critique : quelle articulation ? », dans Cukier (dir.), *Travail vivant et théorie critique. Affects, pouvoir et critique du travail*, Paris, PUF.

Harribey Jean-Marie (2013), *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent.

Malm Andreas (2016), *Fossil Capital: The Rise of Steam Power and the Roots of Global Warming*, New York, Verso.

Théret Bruno (2015), « Vers l'institution de monnaies fiscales nationales dans la zone euro ? », *Les Possibles*, n° 8, Automne,
<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-8-automne-2015/dossier-questions-strategiques-apres-le-coup-d-etat-contre-la-grece/article/vers-l-institution-de-monnaies-fiscales-nationales-dans-la-zone-euro>

Notes

1 Thomas Coutrot, « Autour du concept de travail vivant : une lecture du *Trou noir du capitalisme* de Jean-Marie Harribey »

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-24-ete-2020/debats/article/autour-du-concept-de-travail-vivant-une-lecture-du-trou-noir-du-capitalisme-de>

2 Voir François Morin:

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-23-printemps-2020/debats/article/recension-du-livre-de-jean-marie-harribey-le-trou-noir-du-capitalisme>

3 *La Monnaie, Un enjeu politique*, 2018, Édition du Seuil, les Économistes atterrés

4 <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey>

5 Robert Boyer (2019), « Le capitalisme est encore jeune, mais pas éternel », Entretien avec Christian Chavagneux, *Alternatives économiques* n°393, Septembre.